

pays la religion est devenue la chose de l'Etat, et que les ministres de Dieu y sont en quelque sorte les *salariés* du gouvernement.

Bien que cette idée soit en honneur chez les puissants du jour, nos lecteurs n'auront qu'à se rappeler ce qui a été dit de la supériorité de l'Eglise sur la société civile et de l'indépendance absolue de son autorité, pour voir jusqu'à quel point une semblable conception est absurde et diamétralement opposée à la sublime et libre mission confiée, par Dieu lui-même, à la société religieuse.

Il est cependant une funeste tendance qui découle naturellement de cette erreur, et qu'il importe de signaler ici et de flétrir : nous voulons parler de la tendance à faire servir la religion à des fins purement politiques.

Ceux qui cèdent à cette impulsion sont assez généralement des croyants. Connaissant toute la force morale que possède la religion, ils veulent la mettre au service de leurs projets ambitieux. Pour cela, ils s'arrogent le monopole de l'orthodoxie, ils proclament bien haut qu'avec eux la cause sacrée est en sûreté, et qu'avec leurs adversaires elle court les plus grands dangers, ils ne manquent jamais une occasion d'exploiter à leur profit les sentiments religieux du peuple, et vont quelquefois jusqu'à essayer de circonvenir les personnages ecclésiastiques par leurs protestations de dévouement. Bref, ils opèrent de manière à accrocher la barque de l'Eglise à leur nacelle politique.

Ces manœuvres sont aussi fausses que dangereuses. L'Eglise plane dans des sphères trop élevées pour descendre dans l'arène des luttes politiques ; elle a besoin de trop de liberté dans ses mouvements pour se laisser enfermer dans le cercle étroit d'un parti ; elle doit être trop toute à tous pour prendre rang dans une faction. Cette tendance a produit en France beaucoup de ce mal : on avait si bien entrelacé le trône et l'autel que ceux qui ont voulu atteindre le premier se sont crus obligés de s'attaquer au second. Aujourd'hui encore, n'est-ce pas l'attache à cette union par trop intime qui empêche la parole pontificale d'avoir tout son effet ? Que le Ciel préserve notre pays des malheurs de l'exploitation religieuse ! qu'il chasse bien loin de nous tous l'idée d'inféoder la religion à un parti !

Le second moyen que l'on a imaginé pour régler les relations des puissances religieuse et civile, c'est de n'admettre que l'Eglise comme société parfaite et indépendante : l'Etat n'ayant plus d'autonomie propre et n'étant que l'humble serviteur, le fonctionnaire de